



LA VOLONTÉ DE CASSER LA GRÈVE DOIT-ELLE ENTRAÎNER UN NOUVEL « AZF » DANS UNE RAFFINERIE EN FRANCE ?

La FNIC-CGT **dénonce les manœuvres conjointes** du grand patronat du raffinage et du gouvernement français pour casser la grève dans ce secteur.

D'énormes pressions sont exercées par les patrons du raffinage pour tenter de dissuader les salariés de se déclarer grévistes pour montrer leur opposition à la loi travail.

Au dépôt pétrolier de Fos, la direction menace de briser la carrière des grévistes, multiplie les menaces de sanctions pour empêcher le libre exercice du droit de grève des salariés.

A la raffinerie de Total Normandie (Gonfreville), la **direction de la multinationale met d'autorité des salariés en congés, organise des formations express pour baisser artificiellement le taux de grévistes, rappelle des salariés en repos, etc.** Autant d'atteintes au droit de grève qui ont convaincu la FNIC CGT a engagé une procédure juridique en référé.

Pire : **Sur le même site, la Préfète de Seine-Maritime serait sur le point d'autoriser la direction Total à demander aux non-grévistes d'assurer les opérations logistiques (ouvertures de vannes, alimentation des pipelines voire, chargement des camions), avec un nombre de personnes insuffisant pour assurer la sécurité.**

L'entêtement du gouvernement doit-il aller jusqu'à mettre en danger les salariés et la population environnante ?

La FNIC-CGT alerte solennellement le gouvernement et les employeurs du pétrole.

On ne fait pas n'importe quoi dans une raffinerie, comme dans tous les sites Seveso 2.

Les salariés tiennent à leur outil de travail, ayant en permanence le souci de préserver la sécurité des installations y compris durant la grève : Ce que la direction et le gouvernement veulent faire est irresponsable, dangereux pour les salariés, dangereux pour les habitants à proximité de la raffinerie.

TOTAL VEUT IL RÉITÉRER UNE CATASTROPHE « AZF » EN NORMANDIE ?

L'AVEUGLEMENT DU GOUVERNEMENT CONTRE LES GREVISTES SERA-T-IL COMPLICE ?

LA CGT MET EN GARDE SUR LES RISQUES ET ALERTE LA POPULATION.

Les salariés ne laisseront pas faire les employeurs qui sont prêts au pire pour casser la grève et continuer d'engranger des profits dans ces temps de marges de raffinage record.

L'exercice du droit de grève est menacé dans ce pays. La sécurité est menacée par ces « jusqu'aboutistes » gouvernementaux et patronaux.

Nous appelons dès maintenant les salariés de tous les secteurs économiques en France à rejoindre les raffineurs dans la grève et la population à les rejoindre pour avoir toutes les informations.